

# Des travailleurs sans identité?

Les «clandestins» sont des travailleurs migrants sans titre de séjour. En ce sens ils représentent une sous-catégorie – la plus fragilisée et exploitée – de la main-d'œuvre immigrée. Cependant, leur identité ne se résume pas à cette absence de statut.

Les «clandestins», les «sans-papiers». Ceux qu'on appelle ainsi sont des travailleurs migrants qui vivent et travaillent dans les pays riches sans que leur statut soit reconnu. En Suisse, ils sont des dizaines de milliers dans cette situation. La présence d'importants contingents de migrants ne possédant pas d'autorisation de séjour est une triste réalité dans tous les pays d'Europe occidentale. Sujet de débats passionnés, elle est souvent présentée comme une fatalité qui «tombe» sur les pays occidentaux, indépendamment de leur volonté: ils devraient subir la pression, pour ne pas dire l'invasion, des «miséreux du monde». La réalité est un peu plus complexe.

## Dynamique des mouvements migratoires

L'immigré est un produit social. Dans le sens commun l'immigré doit être étranger dans le sens profond, être «autre». C'est un travailleur pauvre, peu qualifié qui occupe les derniers niveaux dans la société d'accueil. Dans ce sens, les «clandestins» ou «sans-papiers» symbolisent l'essence même de la catégorie «immigré». Ils sont des «immigrants totaux», ils repré-

sentent le degré le plus élevé de «l'immigré» (Delgado 2003). Cette construction sert à masquer le fait que si l'immigré clandestin arrive dans le pays d'accueil, ce n'est pas tant à cause de la misère régnant dans son pays d'origine mais plutôt à cause des besoins de notre économie, besoins de disposer d'une armée de réserve de travailleurs disposés à travailler dans n'importe quoi et à bas prix. Assujettis, flexibles, corvéables à volonté et... sans droits.

Les changements survenus dans la structure des familles ont amené de nouveaux besoins, particulièrement en matière d'aide au foyer: garde d'enfants, de personnes âgées et travaux ménagers. Or, l'offre sur le marché autochtone est largement insuffisante et trop coûteuse. Une demande accrue de personnel de maison s'est développée et c'est en bonne partie des femmes sans-papiers qui vont satisfaire ce besoin. D'autre part, les secteurs économiques qui ont traditionnellement fait appel aux travailleurs saisonniers commencent à rencontrer des difficultés à recruter la main-d'œuvre dont ils ont besoin et engagent de plus en plus des travailleurs clandestins représentant une main-d'œuvre avantageuse sur plusieurs aspects: bon marché, flexible à souhait, très précarisée.

A ces besoins des pays capitalistes avancés, il faut ajouter l'introduction, dans les pays d'émigration, de modèles consuméristes sans rapport avec le niveau des salaires locaux. Ainsi, nous pouvons affirmer, en suivant Alejandro Portes, que «l'émigration actuelle est le fruit de deux forces liées entre elles qui puisent leur source dans la dynamique de l'expansion capitaliste elle-même: d'abord les besoins des pays riches en main-d'œuvre bon marché et facilement renouvelable, ensuite la pénétration des pays périphériques par les investissements productifs, les modèles consuméristes et la culture populaire des sociétés avancées».

La réalité des «sans-papiers» montre ainsi dans notre société la subsistance de formes d'inégalité sociale qu'on croyait révo- lues. En théorie, ces migrants devraient pour le moins bénéfi- cier des droits fondamentaux tels que stipulés dans les conven- tions internationales, dans la Constitution fédérale ou dans certaines lois nationales. Mais dans la pratique, ils sont exclus de la plupart de ces droits.

### **Leur seule urgence: travailler et se loger**

La vie d'un «sans-papiers» est un combat quotidien. Il y a d'abord un ensemble de règles à connaître pour réduire au mi- nimum les risques d'un contrôle policier. Il faut ensuite établir un réseau afin de savoir où s'adresser en cas de problème ou d'urgence. Enfin, il y a la perpétuelle recherche d'un travail – meilleur ou complémentaire – et d'un logement.

La plupart des migrants en situation irrégulière ont un travail, condition première de leur séjour, unique ressource pour vivre. Dès leur arrivée, ils doivent se procurer une activité pour assu- rer leur survie, commencer à rembourser les dettes du voyage et aider le reste de la famille restée au pays.

La presque totalité des femmes travaillent dans l'économie do- mestique. Les jeunes filles sont parfois engagées comme «filles au pair» avec des salaires très bas et sont souvent surexploitées – ce qui fait parler d'un esclavage moderne. Par contre, les femmes qui travaillent à l'heure dans plusieurs ménages doi- vent continuellement jongler entre les différents horaires et leurs éventuelles charges de famille. En outre, elles sont tou- jours à la recherche de nouveaux employeurs, soit pour com- pléter le revenu, soit pour remplacer un travail qui s'arrête.

Pour les hommes, la recherche de travail est un peu plus diffi- cile. Là aussi, l'aide offerte par le réseau est fondamentale. Une bonne partie d'entre eux travaillent dans l'hôtellerie. Un autre domaine d'activité est celui des petits services: distributions, nettoyages, etc. Leur travail est un peu plus stable que celui des femmes et un peu mieux rémunéré.

Le logement représente un autre grand souci des «sans-pa- piers». Ils habitent presque tous dans de petits appartements en sous-location. Ils partagent à plusieurs la même chambre. Ce sont généralement des familles déjà installées qui vont parta- ger leur logement avec les nouveaux-venus, et les connais- sances parmi la population locale sont souvent mobilisées pour obtenir un nouveau logement et surtout pour fonctionner com- me prête-nom pour la signature du bail à loyer.

### **Leur seul capital: les réseaux sociaux**

Les groupes développent des stratégies d'entraide et de survie. La plus courante est l'utilisation intensive du «capital social»: la famille, la communauté, la population locale solidaire. La fa- mille est la première ressource qui sera mobilisée. A l'arrivée, elle permet l'accès à un logement ou à un travail mais, plus gé- néralement, la famille élargie intervient à tous les niveaux de difficultés. C'est la famille qui introduit les nouveaux arrivés et les initie aux us et coutumes du pays d'accueil, qui donne les renseignements pratiques sur les possibilités offertes et les dan- gers encourus, qui met le migrant en contact avec le réseau communautaire. Selon les besoins, elle fait un prêt d'argent, ac- compagne le nouveau-venu dans ses démarches, etc. D'autre part, une bonne partie de la vie sociale des «sans-papiers», si- non la seule, s'effectue à l'intérieur de la famille.

L'importance des réseaux communautaires pour les migrants en général est connue. Or, ces réseaux jouent un rôle encore plus important dans les conditions de vie des migrants en situation irrégulière. D'une certaine façon, la communauté nationale in- tervient à l'instar d'une famille élargie qui doit préserver la sur- vie de ses membres. Le groupe mettra en commun ses res- sources pour faire avancer un idéal commun: une installation réussie dans le pays d'immigration et une amélioration crois- sante du niveau de vie et de la position sociale de la commu- nauté dans la société d'accueil.

L'importance de ces réseaux sociaux est fondamentale pour l'installation du migrant et la réussite de son projet migratoire.

Les «sans-papiers» arrivant sans avoir un réseau familial ou communautaire sur place auront très peu de possibilités de s'implanter.

Enfin, le rôle du groupe communautaire est aussi très important pour l'élargissement ultérieur du réseau social de l'immigré. En effet, à travers le réseau communautaire, le migrant peut plus facilement accéder au tissu associatif, aux réseaux solidaires et à une quantité importante de personnes de la société

d'accueil, qui peuvent lui venir en aide ou le conseiller devant les nombreux problèmes qui se présentent. Ce «troisième cercle» de solidarité, plus que dans la première phase d'installation, est vital pour la réussite ultérieure du projet migratoire.

## Un double mouvement identitaire

Il est indéniable que le «problème» des «clandestins» est devenu, ces dernières années, un des grands débats de notre société. Ce phénomène, auparavant inexistant, est aujourd'hui visible. Personne ne peut actuellement nier la présence en Suisse d'un nombre important de travailleurs étrangers sans permis de séjour.

La plupart des «sans-papiers» vivent dans une lutte quotidienne pour garantir leur survie matérielle et celle de leur famille restée au pays, pour éviter d'être arrêtés ou expulsés, pour s'adapter et s'intégrer à la société d'accueil. Toujours avec l'espoir d'arriver un jour à régulariser leur situation, afin de pouvoir vivre comme des citoyens à part entière.



L'aspect le plus hypocrite et cynique de la situation actuelle est que, de fait, la présence de ces migrants irréguliers est tolérée et leur force de travail utilisée sans qu'on leur reconnaisse le minimum de droits ni qu'on leur accorde un minimum de dignité. Les simples appellations «clandestins», «sans-papiers» nient toute identité à ces migrants en les renvoyant à leur manque de statut officiel. Les «sans-papiers» seraient ainsi des «faux migrants».

Cependant, les «sans-papiers» se situent dans un double mouvement. A la fois ils luttent pour se faire reconnaître en tant que personnes, non pas simplement de la main-d'œuvre provenant d'un pays et d'une culture spécifique. On peut citer par exemple l'orgueil des clandestins équatoriens ou boliviens quand ils peuvent présenter leurs danses et obtenir les premiers prix lors des cortèges du Carnaval de Lausanne, ou encore la remise en question des termes «sans-papiers» ou «clandestins» pour les définir: à ces appellations ils répondent en utilisant le terme de «travailleurs sans statut légal». Mais en même temps, une nouvelle identité collective est née et se développe. Dans les mouvements de défense qui les regroupent, c'est en effet cette identité imposée qui est reprise à leur compte et utilisée comme moyen de revendication. Ainsi, ce qui était à la base la négation de leur identité se transforme en une identité de lutte.

## **Senza documenti – senza identità?**

***I lavoratori privi di documenti («sans-papiers») o clandestini costituiscono un fenomeno migratorio relativamente nuovo e certamente importante nei Paesi occidentali. Questi migranti senza statuto legale occupano spesso i posti meno retribuiti e più precari. Le donne lavorano sovente nel settore dell'economia domestica, mentre gli uomini sono attivi soprattutto nel settore alberghiero o delle pulizie. Queste persone rispondono a un bisogno delle nostre società sviluppate: il bisogno cioè di manodopera a basso costo e facilmente sfruttabile. Rispondono nel contempo al bisogno delle società d'emigrazione in cerca di un livello di vita impossibile da raggiungere sul posto. La riuscita del progetto migratorio di queste persone dipende in gran parte dalla rete sociale e familiare che riusciranno a mobilitare nella società ospite. La loro identità segue un doppio movimento: la rimessa in questione dell'appellazione di «clandestino» e la rivendicazione della cultura d'origine da un lato, e il desiderio di trasformare l'identità di «sans-papiers» in un'identità di lotta dall'altro.***

### **Bibliographie**

- Delgado, Manuel, 2002, Quién puede ser «inmigrante» en la ciudad? In: Delgado, M. et al., Exclusión social y diversidad cultural, Donostia - San Sebastián, Tercera Prensa., 9-23.
- Portes, Alejandro, 1999, La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales. In: Actes de la recherche en sciences sociales 129: 15-25.
- Valli, Marcelo, 2003, Les migrants sans permis de séjour à Lausanne. Lausanne, Ville de Lausanne.
- Valli, Marcelo, 2007, Les Latino-américains «sans-papiers» à Lausanne. L'insertion cachée. In: Claudio Bolzman et al. (éds), La Suisse au rythme Latino. Dynamiques migratoires des Latino-américains: logiques d'action, vie quotidienne, pistes d'interventions dans les domaines du social et de la santé, Genève, Editions IES. 185-200.



*Marcelo Valli est anthropologue et chercheur. Il travaille pour le Service social de la ville de Lausanne et a des mandats d'enseignement et de recherche pour les HES.*